

Rapports économiques et sociaux, mars 2024

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le mercredi 27 mars 2024

Au total, six nouveaux articles sont diffusés aujourd'hui dans la publication *Rapports économiques et sociaux*.

Les jeunes Canadiens sont plus touchés par les pressions immobilières actuelles

Depuis longtemps, le logement représente pour les familles canadiennes une facette clé de la création de patrimoine et de la sécurité financière. L'article intitulé « [Le logement, le patrimoine et la dette : comment les jeunes Canadiens s'adaptent-ils aux pressions financières et immobilières actuelles?](#) » traite du bien-être économique des ménages plus jeunes, dans un contexte où ils doivent s'ajuster aux conditions du marché du logement pour commencer à assurer leur résilience financière.

Dans l'ensemble, les soldes de prêts hypothécaires ont augmenté de près de 73 milliards de dollars au troisième trimestre de 2023. Cependant, les ménages dont le principal soutien économique est âgé de moins de 35 ans ont réduit leurs soldes, ce qui laisse entendre que les jeunes ménages choisissent peut-être de ne pas entrer sur le marché du logement, de rembourser leurs dettes existantes ou d'opter pour un logement plus abordable.

Alors que leurs soldes de prêts hypothécaires et leur ratio de la dette au revenu disponible ont baissé, les frais de service de la dette ont affiché une croissance marquée. Au cours de la dernière année, les familles plus jeunes ont affiché certaines des plus fortes hausses du ratio du service de la dette (+2,4 points de pourcentage), leurs soldes de prêts hypothécaires ayant tendance à être plus élevés que ceux des ménages plus âgés. En outre, les coûts du service de la dette hypothécaire ont augmenté en raison des taux d'intérêt plus élevés. Les pressions en matière d'abordabilité du logement et les obstacles à l'accession à la propriété, s'ils persistent à long terme, peuvent entraver la mobilité socioéconomique.

Cet article est le troisième d'une série d'articles portant sur les enjeux et possibilités qui façonnent actuellement le paysage économique du Canada. Pour en savoir davantage, voir les articles intitulés « [Les risques pour le secteur canadien des entreprises à mesure que les taux d'intérêt augmentent](#) » et « [Amélioration des résultats des nouveaux immigrants sur le marché du travail depuis le milieu des années 2010](#) », ainsi que la présentation intitulée « [De la recherche aux connaissances : disparités en matière de richesse et d'endettement chez les ménages canadiens](#) ».

Les travailleurs immigrants ont commencé à occuper les emplois peu spécialisés, les travailleurs nés au Canada les délaissant

Depuis quelques dizaines d'années, la situation de l'emploi au Canada change graduellement, et on assiste à une augmentation de la proportion de travailleurs occupant des emplois en gestion, des emplois professionnels ou des emplois techniques, comparativement aux emplois dans des professions peu spécialisées. L'étude intitulée « [L'immigration et l'évolution de la répartition professionnelle au Canada, 2001 à 2021](#) » montre comment l'immigration a contribué à ce changement.

De 2001 à 2021, la plus grande partie de la croissance de l'emploi est survenue dans les professions spécialisées et techniques. Les travailleurs nés au Canada ont été à l'origine d'environ la moitié de la croissance observée. Les travailleurs immigrants ont représenté 43 % de l'augmentation enregistrée dans les emplois professionnels et 37 % de l'augmentation observée dans les emplois techniques, alors que les travailleurs étrangers temporaires (TET) ont représenté 8 % de la croissance enregistrée dans les emplois professionnels et 11 % de la croissance observée dans les emplois techniques.

Au cours de cette période de 20 ans, l'emploi dans les postes peu spécialisés a diminué de 860 000 pour les travailleurs nés au Canada, alors qu'il a augmenté de 213 000 pour les travailleurs immigrants et de 139 000 pour les TET. Ce constat laisse entendre que les travailleurs immigrants et les TET ont remplacé des travailleurs nés au Canada qui auraient délaissé les professions peu spécialisées.



Les travailleurs étrangers temporaires du secteur agricole affichent de faibles taux de transition vers la résidence permanente

De 2005 à 2020, le nombre de TET dans le secteur de l'agriculture primaire, y compris les cultures agricoles, l'élevage et l'aquaculture, ainsi que les activités de soutien aux cultures agricoles et à l'élevage, a triplé. L'article intitulé « [Travailleurs étrangers temporaires dans le secteur de l'agriculture primaire au Canada : transition de la résidence temporaire à la résidence permanente et maintien en emploi dans l'industrie après la transition](#) » a révélé que le taux de transition vers la résidence permanente (RP) était faible parmi les TET ayant commencé leur premier emploi dans le secteur de l'agriculture primaire au cours de la période allant de 2005 à 2020.

Dans l'ensemble, cinq ans après leur entrée dans le secteur, un peu plus de 10 % des TET avaient obtenu leur RP. Le taux de rétention au sein de l'agriculture primaire après la transition vers la RP était également faible. Ainsi, cinq ans après l'obtention de la RP, environ le cinquième des anciens TET travaillaient encore au sein du secteur de l'agriculture primaire, et plus de 60 % d'entre eux étaient passés à un autre secteur d'activité.

Les faibles taux de maintien en emploi sous-entendent que, même si les TET du secteur de l'agriculture primaire reçoivent la RP, cela pourrait ne pas régler le problème lié à l'importante pénurie de main-d'œuvre dans ce secteur.

En 2019, 10 % des participants au Programme des travailleurs étrangers temporaires affichaient un faible niveau de participation à la vie active

Les TET représentent une source importante de main-d'œuvre au Canada, mais bon nombre d'entre eux ne peuvent travailler qu'à temps partiel en raison des restrictions du programme. Ne pas en tenir compte pourrait mener à une surestimation de leur incidence sur la population active et de leur contribution à l'économie canadienne. Selon l'article intitulé « [Travailleurs étrangers au Canada : participation à la vie active chez les résidents temporaires ayant un emploi rémunéré en 2019](#) », 10 % des participants au Programme des travailleurs étrangers temporaires occupant un emploi avaient un faible niveau de participation à la vie active (niveau défini selon un seuil de 7 500 \$ en gains annuels) en 2019. Cette proportion augmentait pour s'établir à 22 % chez les travailleurs du Programme de mobilité internationale et atteignait plus de 50 % chez les titulaires d'un permis d'études occupant un emploi.

Les femmes et les travailleurs plus jeunes étaient plus susceptibles d'avoir un faible niveau de participation à la vie active que les hommes et les travailleurs plus âgés. Par ailleurs, le taux de faible niveau de participation à la vie active était plus élevé parmi les résidents temporaires de Terre-Neuve-et-Labrador et de la Nouvelle-Écosse que parmi ceux des autres provinces.

Les réfugiés pris en charge par le gouvernement qui vivent dans de grandes régions métropolitaines affichent des taux d'emploi et des revenus annuels plus faibles que ceux vivant dans de plus petites villes

Les réfugiés pris en charge par le gouvernement (RPG) qui ont d'abord été installés dans de petites collectivités sont plus susceptibles de déménager que ceux qui ont été installés dans de grandes villes. Cependant, l'étude intitulée « [Résultats économiques des réfugiés pris en charge par le gouvernement à des destinations désignées : effet de la taille de la ville](#) » a révélé que ceux qui sont restés dans des collectivités de taille moyenne et de petite taille affichaient de meilleurs résultats sur le marché du travail que ceux qui étaient restés à Toronto.

Les RPG qui se sont établis dans les régions métropolitaines de Toronto et de Montréal ont affiché des taux d'emploi et des gains annuels inférieurs à ceux des RPG qui sont restés dans des villes de taille moyenne et dans des petites villes. Parmi les RPG de 20 à 54 ans qui sont arrivés au Canada au cours de la période allant de 2000 à 2019, le taux d'emploi cinq ans après leur arrivée était de 49 % à Toronto et de 56 % à Montréal. En revanche, ce taux était de 72 % pour les RPG établis dans de petites collectivités urbaines et de 63 % pour ceux établis dans des régions métropolitaines de taille moyenne.

Ces résultats soulignent l'importance d'une intégration réussie au marché du travail, car il s'agit d'un facteur clé pour le maintien en emploi des RPG dans les plus petites collectivités.

Résumé des constats relatifs au Programme des candidats des provinces

L'article intitulé « [Programme des candidats des provinces : variations provinciales](#) » examine les variations observées entre les provinces en ce qui a trait à l'expansion et à l'importance du Programme des candidats des provinces (PCP) ainsi qu'aux caractéristiques des candidats provinciaux. Il fait partie d'une série d'articles portant sur divers aspects du PCP. Apprenez-en plus sur le sujet dans le communiqué du *Quotidien* intitulé « [L'élargissement et l'évolution des caractéristiques du Programme des candidats des provinces](#) ».

Saviez-vous que nous avons une application mobile?

Accédez rapidement aux données du bout des doigts en téléchargeant l'[application StatsCAN](#), accessible gratuitement à partir des boutiques d'applications [App Store](#) et [Google Play](#).

Il est maintenant possible de consulter le numéro de mars 2024 de *Rapports économiques et sociaux*, vol. 4, no 03 (**36280001**), qui comprend les articles intitulés « [Travailleurs étrangers temporaires dans le secteur de l'agriculture primaire au Canada : transition de la résidence temporaire à la résidence permanente et maintien en emploi dans l'industrie après la transition](#) », « [Résultats économiques des réfugiés pris en charge par le gouvernement à des destinations désignées : effet de la taille de la ville](#) », « [Programme des candidats des provinces : variations provinciales](#) », « [Le logement, le patrimoine et la dette : comment les jeunes Canadiens s'adaptent-ils aux pressions financières et immobilières actuelles?](#) », « [Travailleurs étrangers au Canada : participation à la vie active chez les résidents temporaires ayant un emploi rémunéré en 2019](#) » et « [L'immigration et l'évolution de la répartition professionnelle au Canada, 2001 à 2021](#) ».

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias (statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca).